



Bègles, le 20 mai 2022

COMPTE RENDU ANALYTIQUE CONSEIL MUNICIPAL DU 17 MAI 2022

Le Conseil municipal s'est réuni le 17 mai 2022 à 18h30 dans la salle du Conseil, en séance publique, sous la présidence de Monsieur Clément ROSSIGNOL PUECH, Maire de Bègles, par suite d'une convocation en date du 11 mai 2022.

Étaient présents : Mme Edwige LUCBERNET, M. Marc CHAUVET, Mme Nadia BENJELLOUN-MACALLI, M. Vincent BOIVINET, Mme Amélie COHEN-LANGLAIS, M. Olivier GOUDICHAUD, M. Pierre OUALLET, Mme Christelle BAUDRAIS, M. Aurélien DESBATS, Mme Catherine CAMI, M. Xavier-Marie FEDOU, Mme Bénédicte JAMET DIEZ, M. Jacques RAYNAUD, Mme Isabelle TARIS, M. Benoît D'ANCONA, M. Pascal LABADIE, Mme Sadia HADJ ABDELKADER, Mme Sylvaine PANABIERE, M. Guénolé JAN, Mme Marie-Laure PIROTH, Mme Typhaine CORNACCHIARI, Mme Laure DESVALOIS, M. Nabil ENNAJHI, M. Florian DARCOS, Mme Laetitia VASSEUR, M. Idriss BENKHELOUF, M. Christian BAGATE, M. Mohammed MICHRAFY, M. Alexandre DIAS, Mme Isabelle TEURLAY NICOT, Mme Fabienne DA COSTA, M. Christophe THOMAS, Mme Seynabou GUEYE

S'étaient fait excuser et avaient donné délégation :

Mme Fabienne CABRERA donne procuration à M. Marc CHAUVET

M. Benoît D'ANCONA donne procuration à Mme Sadia HADJ ABDELKADER à compter de la délibération n° 02

Absent : /

Secrétaire de la séance : Mme Catherine CAMI

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Mme Catherine CAMI est désignée comme secrétaire de séance.

ADOPTION DU PROCÈS VERBAL ANALYTIQUE DU CONSEIL PRÉCÉDENT

Le procès-verbal de la séance du 22 mars 2022 est adopté à l'unanimité.

COMPTE RENDU DES DÉCISIONS PRISES EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Il n'y a pas d'observation sur les décisions municipales présentées au Conseil municipal. Elles sont adoptées à l'unanimité.

DÉLIBÉRATIONS

1. PÉRÉNNISATION DE LA VILLE 30

Le Conseil approuve le principe d'une réglementation de Police visant à généraliser et globaliser la vitesse à 30 km/h sur l'ensemble de la Commune à l'exclusion de la zone commerciale des Rives d'Arcins à titre définitif.

Monsieur le Maire est autorisé à signer tout acte rendu nécessaire pour l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 VOIX CONTRE

2. DEMANDE DE FINANCEMENT POUR LE MULTI-ACCUEIL RIBAMBULLE ET LE RELAIS PETITE ENFANCE DANS LE CADRE DE LA CRÉATION DE LA MAISON DE L'ENFANT ET DES PARENTS

Dans le cadre de la création de la maison de l'enfant et des parents, Monsieur le Maire est autorisé :

- À solliciter une aide à l'investissement auprès de la Caisse d'Allocations Familiales au titre du Relais Petite Enfance et de la Crèche Ribambulle dans le cadre du PIAJE (Plan d'Investissement pour l'accueil des jeunes enfants),
- À signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

3. DEMANDE DE SUBVENTION AU DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE AU TITRE DU FDAEC 2022

Le Conseil approuve la demande de subvention au Conseil Départemental de la Gironde d'un montant de 117 957 € pour effectuer des travaux dans les structures suivantes :

- Travaux de réhabilitation du clos couvert à l'annexe de l'Eglise St François pour mise à disposition de l'Association Le Radis Rouge
- Aménagement d'une aire de jeux à l'école maternelle Paul Vaillant Couturier
- Remplacement ou travaux sur bornes foraines Cours Victor Hugo / Place du XIV Juillet / Place César Franck

Le financement complémentaire sera assuré par autofinancement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

4. ADOPTION DU NOUVEAU RÈGLEMENT DES ÉTUDES ET DU NOUVEAU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA MAISON MUNICIPALE DE LA MUSIQUE

Le règlement intérieur et le règlement des études de la Maison de la Musique sont adoptés afin de contribuer l'évolution de cet établissement d'enseignement artistique.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

5. APPROBATION DU PROJET SCIENTIFIQUE ET CULTUREL (PSC) DU MUSÉE DE LA CRÉATION FRANCHE

Le Projet Scientifique et Culturel du musée de la Création Franche 2022-2027 est approuvé par le Conseil. Ce document obligatoire sera adressé à la Préfecture pour instruction de la candidature à l'appellation « musée de France » permettant aux musées qui en bénéficient d'être éligibles aux soutiens de l'État, tant scientifiques, techniques que financiers. Cette appellation conditionne aussi les financements de l'État au projet d'extension-rénovation du musée.

Monsieur le Maire, ou son représentant, est autorisé à signer tous les documents afférents à cette candidature.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

6. CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA TOQUE CUIVRÉE DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE DE MÉCÉNAT DU MUSÉE DE LA CRÉATION FRANCHE

L'entreprise la Toque Cuivrée a choisi de s'engager auprès du musée de la Création Franche, en contribuant au financement d'opérations de conservation-restauration d'œuvres de la collection. Face au succès de vente de la première boîte de canelés, l'entreprise la Toque Cuivrée propose de renouveler l'opération en faveur du musée en éditant une seconde boîte.

Ce partenariat entre la Ville de Bègles et la Toque Cuivrée fait l'objet d'une nouvelle convention. Elle stipule que la Toque Cuivrée s'engage à réaliser une boîte collector en faveur du musée. L'entreprise commercialisera auprès du grand-public 40 000 boîtes entre juin et octobre 2022. L'entreprise reversera 1,5 € par boîte vendue au bénéfice du musée. Une mention spéciale sur la boîte explicitera l'opération de reversion à la conservation-restauration d'œuvres du musée, et à l'enrichissement de sa collection, dans le cadre de sa rénovation.

Le Conseil approuve les termes du projet de convention et autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document se rapportant au dit contrat et à l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

7. SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES À DESTINATION DES ASSOCIATIONS CONCERNÉES PAR LE TICKET SPORT CULTURE DE LA VILLE DE BÈGLES 2021

Suite à la mise en application du dispositif du Ticket Culture et Sport de la Ville de Bègles, il est décidé de procéder au versement et à la répartition des crédits de subvention aux associations culturelles et sportives ayant enregistré des adhésions au dernier semestre 2021 pour un montant total de 4 425 €.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

8. ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À LA FÉDÉRATION NATIONALE DES DÉPORTÉS ET INTERNÉS RÉSISTANTS ET PATRIOTES

Il est décidé d'apporter un soutien exceptionnel à la Fédération Nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes pour la réédition de sa plaquette et son travail de mémoire par le biais d'une subvention de 1 000 € subordonnée à la signature d'une convention. Monsieur Le Maire est autorisé à signer tout acte y afférent.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

9. CONVENTION DE PARTENARIAT ET D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU « CAFÉ DE LA ROUTE » ENTRE LA FAB, LA VILLE DE BÈGLES ET LA VILLE DE VILLENAVE D'ORNON

La poursuite du projet « café de la Route » est conditionnée à la signature d'une nouvelle convention de partenariat et d'occupation temporaire avec La FAB et la Ville de Villenave d'Ornon.

Le Conseil approuve cette convention dont la durée est prévue jusqu'au 31 décembre 2023. Chaque commune remboursera 33 % des frais engagés par la FAB au titre du remboursement des dépenses occasionnées pour les abonnements et les contrats relatifs à l'électricité, l'eau et le nettoyage des locaux. La participation financière de la Ville de Bègles est estimée à 2 500 € par an.

Monsieur le Maire, ou son représentant, est autorisé à signer ladite convention et tous documents y afférents.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

10. PROTOCOLE D'ACCORD DU PLIE DES GRAVES – 2022-2027

Le Conseil approuve le nouveau protocole d'accord du Plan Local 2022-2027 pour l'Insertion et pour l'Emploi des Graves et autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ledit protocole d'accord avec le Département de La Gironde, Pôle Emploi Gironde, la Communauté de Communes de Montesquieu, la Préfecture de Nouvelle-Aquitaine, la Région Nouvelle-Aquitaine, ainsi que tout éventuel avenant et document afférent.

Trois orientations prioritaires ont été fixées par les collectivités supports du PLIE et avec ses partenaires pour 2022-2027 :

- Mobiliser, engager et accompagner de manière renforcée et personnalisée vers l'emploi durable les participants (bénéficiaires du PLIE).
- Mobiliser les employeurs du territoire et les donneurs d'ordre dans les parcours d'insertion.
- Coordonner et animer l'offre d'insertion du territoire.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

11. MODIFICATION DES HORAIRES DE L'ÉCOLE MATERNELLE SAINT-MAURICE POUR LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 2022

À la demande des représentants des parents d'élèves de l'école Saint-Maurice et suite à l'avis favorable du Conseil d'école, Monsieur le Maire est autorisé à transmettre la proposition de modification du Projet d'Organisation du Temps Scolaire – nouveaux horaires - à la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale et à signer tous les documents afférents à ce dossier.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

12. RÈGLEMENT FIXANT LES CONDITIONS ET MODALITÉS DE PRISE EN CHARGE DES FRAIS DE DÉPLACEMENTS ET MISSIONS DU PERSONNEL DE LA VILLE DE BÈGLES ET DES ÉLUS MUNICIPAUX - ADOPTION

Le conseil adopte le nouveau règlement fixant les conditions et modalités de prise en charge des frais de déplacements et missions du personnel de la Ville de Bègles et des élus municipaux.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

13. FRAIS DE REPRÉSENTATION DU MAIRE

Dans un souci de transparence des comptes publics, le Conseil municipal décide d'attribuer des frais de représentation à Monsieur le Maire sous la forme d'une enveloppe maximum annuelle d'un montant de 4 000 €. Ces frais de représentation lui seront remboursés, dans la limite de cette enveloppe annuelle, sur présentation de justificatifs correspondants et sur présentation d'un état de frais.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

14. RÉGIME INDEMNITAIRE DES ÉLUS LOCAUX : INDEMNITÉS DE BASE

Le conseil délibère à nouveau sur le montant de l'indemnité de base des Adjoints et des Conseillers municipaux dans le cadre d'un crédit global constitué par le montant maximal des indemnités du maire (90% de l'indice brut terminal 1027 de la Fonction Publique) et des adjoints (33% de l'indice brut 1027) afin d'être en conformité avec le Code Général des Collectivités Locales.

Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

15. RÉGIME INDEMNITAIRE DES ÉLUS LOCAUX: MAJORATIONS DE L'INDEMNITÉ DE BASE

Il est décidé de majorer l'indemnité de base du Maire et des adjoints aux taux suivants :

➤ Majoration au titre de la Dotation de Solidarité Urbaine :

- Maire 110 / 90, soit 22,22 %
- Adjoints 44 / 33, soit 33,33 %

➤ Majoration au titre d'ancien chef-lieu de canton :

- Maire 15 %
- Adjoints 15 %

Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ – 28 VOIX POUR – 7 ABSTENTIONS

16. DÉFINITION DU RÉGIME DES ASTREINTES DU PERSONNEL MUNICIPAL

Afin d'assurer la tranquillité et la sécurité publique et garantir la continuité des services, le Conseil adopte l'institution du régime des astreintes dans la collectivité suivant l'avis du comité technique et conformément aux dispositions réglementaires.

Les astreintes, accomplies par les agents titulaires, stagiaires ou contractuels, auront lieu :

- Du lundi au vendredi, chaque jour, de 17 heures à 8 heures
- Du vendredi 17 heures au lundi matin à 8 heures
- Les jours fériés de 8 à 17 heures
- La semaine complète

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

17. LES INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES (IHTS)

Le Conseil décide :

- D'instaurer des indemnités horaires pour travaux supplémentaires pour les fonctionnaires de catégorie B et de catégorie C ainsi qu'aux fonctionnaires de catégorie A de la filière médico-sociale, dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, ainsi qu'à des agents contractuels de même niveau et exerçant des fonctions de même nature, sauf si le contrat de ces derniers prévoit un régime d'indemnisation similaire.
- De compenser les heures supplémentaires et complémentaires réalisées soit par l'attribution d'un repos compensateur soit par le versement de l'indemnité horaires pour travaux supplémentaires. Le choix entre le repos compensateur ou l'indemnisation est laissé à la libre appréciation de l'autorité territoriale.

Le contrôle des heures supplémentaires est effectué chaque mois par la Direction des Ressources Humaines sur la base d'un décompte déclaratif.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

18. ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2022 - CRÉATION D'INSTANCES CONSULTATIVES COMMUNES À LA VILLE ET AU CCAS ET DÉTERMINATION DU NOMBRE DE REPRÉSENTANTS AU COMITÉ SOCIAL TERRITORIAL

Dans le cadre du renouvellement général des instances consultatives, le Conseil :

➤ Valide la création de :

- Un Comité Social Territorial
- Une Commission Administrative Paritaire par catégorie (A – B et C)
- Une Commission Consultative Paritaire commune à la Ville et au CCAS qui lui est rattaché.

- Fixe à 6 le nombre de représentants titulaires du personnel au Comité Social Territorial (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants).
- Décide de maintenir le paritarisme numérique entre les deux collèges en fixant le nombre de représentants de la collectivité au sein du Comité Social Territorial égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants.
- Décide de recueillir, dans le cadre des questions soumises à la consultation du Comité Social Territorial, l'avis des représentants de la collectivité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

19. MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Afin d'assurer le bon fonctionnement des services municipaux et dans le cadre de la procédure annuelle d'avancement de grade et de promotion interne du personnel il est décidé de créer :

- 1 emploi d'ATSEM principal de 2ème classe à l'école maternelle La Ferrade - réussite concours
- 1 emploi de rédacteur à la Direction des Ressources Humaines - réussite concours
- 2 emplois d'adjoint technique, 1 emploi d'adjoint administratif et 7 emplois d'adjoint d'animation qui permettront de mettre en stage des agents contractuels occupant des postes permanents
- 2 emplois d'attaché
- 1 emploi d'animateur
- 1 emploi d'assistant de conservation principal 1° classe
- 4 emplois d'agent de maîtrise
- 1 emploi d'adjoint administratif principal de 1ère classe
- 1 emploi d'adjoint du patrimoine principal de 1ère classe
- 2 emplois d'adjoint d'animation principal de 1ère classe
- 2 emplois d'ATSEM principal de 1ère classe

D'autre part, afin de structurer définitivement l'organisation des services, il est décidé de créer :

- 1 emploi de Directeur Général Adjoint, chargé d'encadrer le secteur de la Continuité Educative regroupant le secteur de la Petite Enfance, le secteur Maternel et le secteur Élémentaire
- 1 emploi de Directeur Général Adjoint, chargé d'encadrer le secteur de l'Aménagement durable et de l'animation du territoire (vie associative et participation citoyenne, vie culturelle et vie sportive)

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

20. ACTUALISATION DES TARIFS DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2023

Les tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure sont revalorisés annuellement dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année (article L.2333-12 du Code Général des Collectivités Territoriales). Le tarif actualisé est fixé en 2023 à 16,70 euros par mètre carré (+2,8% par rapport à 2022). Les nouveaux tarifs sont définis comme suit :

| Catégorie de support | Tarif en euros par mètre carré et par an |
|--|--|
| Dispositifs publicitaires et pré enseignes <u>non numériques</u> dont la superficie est égale ou inférieure à 50 m ² | 16,70 |
| Dispositifs publicitaires ou pré enseignes <u>non numériques</u> dont la superficie est supérieure à 50 m ² | 33,40 |
| Dispositifs publicitaires et pré enseignes <u>numériques</u> dont la superficie est égale ou inférieure à 50 m ² | 50,10 |
| Dispositifs publicitaires ou pré enseignes <u>numériques</u> dont la superficie est supérieure à 50 m ² | 100,20 |
| Enseignes dont la somme des superficies est inférieure à 7 m ² | EXONERATION |
| Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 7m ² et inférieure ou égale à 12 m ² | EXONERATION |
| Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m ² et inférieure ou égale à 50 m ² (<i>tarif de base x 2</i>) | 33,40 |
| Enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 50 m ² (<i>tarif de base x 4</i>) | 66,80 |

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

21. ANNULATION D'UN MANDAT

Madame LABAT Mauricette, infirmière, ne nous a pas fourni le nouveau RIB dans les délais, et vu la cessation de son activité, le Conseil autorise à titre exceptionnel l'annulation du mandat n° 841 du 19 février 2020 d'un montant de 14 € par l'émission d'un titre de recette du même montant sur l'article 773, chapitre 77 du budget principal de la Ville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ – 35 VOIX POUR

**La Secrétaire,
Catherine CAMI**